CLUB DES CHEFS PARAS AU FEU

MEMBRE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS PARACHUTISTES

BULLETIN N°130 • MAI 2021

ADRESSE MAIL DU CLUB : club.cspf@gmail.com
Président : Jacques Hogard c/o EPEE - 9 rue Beaujon - 75008 Paris. Tel 01 58 05 25 00. E-mail : jacques.hogard@epee.fr
Secrétaire Général : Pierre Camarda : 06 11 25 82 13. MAIL: club.cspf@gmail.com
Secrétaire Général honoraire : Bernard Gruet : 06 12 71 56 18 - bernard.gruet1@orange.fr
Rédacteur du Bulletin : Rémy Camous : 06 48 77 83 61 - remycamous@gmail.com

SOMMAIRE

ÉDITORIAL ..... p. 3

IN MEMORIAM ..... p. 5

ACTUALITÉ : RWANDA ..... p. 8

Communiqué du Gal Lafourcade ..... p. 8

Réponse de la Ministre ..... p. 9

Le rapport Duclert, vu par J. Hogard ..... p. 10

Les rapports Duclert et Stora ..... p. 13

TÉMOIGNAGES ..... p. 15

Noël en pays Thaï ..... p. 15

Le capitaine Clédic au GCPRG ..... p. 18

LIVRES ..... p. 21

DÉJEUNER DU 3 JUIN À TOULOUSE ..... p. 23

ÉDITORIAL

Mesdames, mes chers Anciens, chers Amis, chers Camarades,

Au moment ou j'écris ces lignes, nous ne savons pas encore avec certitude les évolutions de la crise sanitaire et des contraintes qu'elle a engendrées pour les Français, pour nos familles et pour nous.
Il semble qu'il y ait toutefois une lueur d'espoir de nous voir reprendre progressivement une vie plus normale et notamment, nos réunions qui nous manquent beaucoup à tous. Cela permet de dégager quelques perspectives pour nos retrouvailles futures !
Il semble en effet que les conditions soient d'ores et déjà réunies pour une réunion « décentralisée » le **jeudi 3 juin à Toulouse**, au sein du Régiment du Train Parachutiste, à l'initiative de nos ressortissants du Sud-Ouest et en particulier du général René Peter, son premier chef de corps qui est l'un des nôtres. Je le remercie chaleureusement de cette occasion qu'il donne ainsi à ceux de nos membres qui pourront s'y rendre, de se retrouver enfin, dans un cadre parachutiste, « sécurisé » et fraternel. Les détails concernant le déroulement de cette journée sont donnés dans ce bulletin.
Pour votre information, nous étudions la possibilité de nous réunir **à Paris** pour un déjeuner le **vendredi 25 juin**. Ceci vous sera confirmé dès que les incertitudes relatives aux assouplissements envisagés (réouverture des salles de restaurants) seront levées.
Et puis, bien entendu, nous formons le vœu de pouvoir enfin fêter normalement Saint Michel le **vendredi 15 octobre** à Paris, dans les conditions qui avaient été prévues l'an dernier et auxquelles nous avions dû renoncer en raison de l'épidémie.
Voilà pour ce qui est des perspectives de nos rendez-vous au cours des prochains mois.
Quant à l'actualité de notre pays, elle demeure bien lourde, et les évènements s'enchaînent, comme hier encore à Rambouillet, l'assassinat à l'arme blanche au cri de « Allah akbar », en plein commissariat, d'une policière en service, autant de manifestations d'un très grand désordre croissant et d'une grave perte de repères. La situation intérieure est très inquiétante du fait de l'immigration sauvage, de l'islamisation galopante et de l'insécurité qui va de pair, des fractures de plus en plus profondes entre les Français et leurs « élites », des incertitudes aggravées par la pandémie et la précarité des équilibres économiques et sociaux, mais surtout de l'inversion des valeurs et d'une justice malade.
Les dernières semaines ont été marquées par la publication des rapports *Stora* sur l'Algérie et *Duclert* sur le Rwanda, commandés par le président de la République : dans les deux cas, une démarche de « repentance », censée apaiser et faciliter le rapprochement de notre pays avec l'Algérie et le Rwanda, alors que tout permet de redouter au contraire, outre la stérile humiliation de notre pays face à des régimes totalitaires, l'affaiblissement de notre image et de notre influence sur tout le continent africain, au moment où notre armée se trouve engagée dans une opération délicate au Sahel, dont les objectifs politiques supérieurs ne semblent pas très clairs, et alors que la subite disparition du président tchadien dans de troubles circonstances fragilise tout le théâtre d'opération.

Dans ce contexte, il me semble nécessaire de saluer et de soutenir le combat mené pour la vérité entrepris par quelques associations qui nous sont proches, et qui s'efforcent d'apporter leur contribution à la défense de nos valeurs et de notre armée : je veux citer bien sûr *l'Association France-Turquoise*, présidée par l'un des nôtres, le général Lafourcade, le *Secours de France*, qui en même temps que son action pour le rétablissement de la vérité sur la France en Algérie et en faveur des victimes de l'abandon de l'Algérie, s'est également saisie de la défense de notre armée au Rwanda, et puis bien sûr, l'*ASAF*, sous la direction du général Pinard-Legry et à présent du contrôleur général Nicolardot, qui est sur tous les fronts, pour promouvoir un retour aux idéaux du patriotisme et des valeurs militaires, tout en défendant, réflexion à l'appui, les outils essentiels à la souveraineté de la France que constituent le maintien de la dissuasion nucléaire et de nos armées à un haut niveau de capacité opérationnelle.
« Quand elle vise haut, la France gagne » !
En souhaitant à chacun d'entre vous et ceux qui vous sont chers un printemps libérateur, je vous adresse mes pensées les plus fidèles et amicales et vous dis « à bientôt » !
Et par Saint Michel, vive les Paras !

Paris le 24 avril 2021
Jacques Hogard

Les finances du Club :

Un mot sur nos finances. Privés de réunions depuis 16 mois du fait des mesures sanitaires, le Club n'a pas eu de grosses dépenses à supporter. À l'exception toutefois des courriers et bulletins adressés par voie postale. L'augmentation des frais d'envoi par la poste (2,16€ pour une lettre verte de 100g) et le coût de l'impression + enveloppe (4,42€) font que l'envoi d'un bulletin « papier » nous revient à 6,58€, alors que le bulletin par mail ne coûte que sa réalisation.

Sans qu'il soit bien sûr question de « priver » de bulletin ceux d'entre nous qui n'ont pas accès à Internet, je me permets donc de lancer un appel à ceux qui le peuvent de verser leur écot, quel qu'il soit, en fonction de leurs possibilités : il sera le bienvenu ! Merci d'avance.

IN MEMORIAM

Marcel CLÉDIC 1924-2021

Breton, élevé dans la rudesse du temps d'avant-guerre, il rejoint le maquis à 19 ans et il est incorporé au « Bataillon Bir Hakeim ». Lieutenant FFI, il se joint aux unités débarquées en France et est blessé lors des combats de libération de la presqu'ile de Crozon. Breveté para en 1947, il rejoint le 1er RCP en Indochine et les grandes opérations de participe à toutes les grandes opérations (Nam Dinh, Sam Neua…). Blessé, il effectue un séjour en Algérie puis après un temps en métropole, il retrouve l'Indochine. Il saute sur Dien Bien Phu avec le 2/1 RCP alors sous les ordres du commandant Bréchignac fin novembre 1953 dans le cadre de l'opération *Castor*. En avril 1954 il saute à nouveau sur Dien Bien Phu. Après la chute du camp retranché, il est fait prisonnier et entame quatre mois de captivité après une longue marche de 650 km. Rapatrié, il effectue deux séjours en Algérie à la tête d'une compagnie au cours desquels il est à nouveau blessé. En 1959, dans le cadre de l'application du plan Challe, son complice de Dien Bien Phu, le commandant Tourret lui demande de mettre sur pied le 8ème commando.

L'échec du Putsch d'avril 1961 conduira à la dissolution du GCPRG. Le capitaine Marcel Clédic sera condamné à 3 ans de prison avec sursis. Grand officier de la Légion d'honneur, titulaire (12 citations) des croix de guerre 39-45, TOE et VM, médaillé de la Résistance Marcel Clédic, fidèle parmi les fidèles du Club, a fait son dernier saut sur sa Bretagne natale le 6 janvier 2021.

Vous trouverez ci-dessous (p. 18, *infra*) un témoignage de notre camarade Jacques Laporte qui a servi sous ses ordres en Algérie.

Jean BOIJOUT 1925-2020

Ancien résistant, il termine la guerre dans les rangs de l'Armée. Puis, c'est l'Indochine, Saint-Maixent et l'Algérie, au 8 et au 7. Il prend sa retraite en 1975 pour se retirer dans son pays natal, à La Charité sur Loire, où il fait son dernier saut le 4 décembre 2020. Jean Boijout était commandeur de la Légion d'Honneur.

Jacques GINDREY 1927-2021

Élève à l'École d'Enfants de Troupe d'Autun (repliée au camp de Thol), surnommé « Bébé », Jacques Gindrey a tout juste 17 ans lorsqu'avec une cinquantaine de camarades, il rejoint le Maquis de l'Ain le 3 mai 1944. Trois jours plus tôt, ils s'étaient enfuis avec des camarades, après avoir récupéré le drapeau de l'École, caché par l'aumônier. À la suite d'une vaste opération de sabotage organisée par les cheminots avec les Enfants de Troupe le 6 juin 1944 à Ambérieu en Bugey, au cours d'une opération de représailles, il est blessé à Chenavel et fait prisonnier le 11 juillet. Livré à la Milice, condamné à mort, il en réchappe par une prolongation d'hospitalisation salvatrice prescrite par un médecin français, qui falsifie identité, température et diagnostic. Il rejoindra son école sur un brancard et reprendra ses études au Prytanée, avant d'entrer à l'École de santé militaire. Après le Pharo (École d'application du service de santé des troupes coloniales à Marseille), le médecin-lieutenant Gindrey est affecté au service de chirurgie de l'hôpital de Saïgon. Six mois plus tard, en février 1954, il est parachuté sur Dien Bien Phu, en tant que chirurgien à l'antenne chirurgicale mobile 44. Pendant les 57 jours de siège, jour et nuit, il opère sans cesse avec ses fidèles infirmiers. Comme l'écrira Geneviève de Galard, « *le docteur Gindrey ne quitte pas le bloc, œuvrant des heures durant, il est un homme qui ne laisse pas paraître ses émotions* ». Puis, c'est la captivité dans les camps Viet, quatre mois au cours desquels il prodigue sans relâche soins et conseils à ses frères d'armes devenus compagnons d'infortune. De retour d'Indochine, il sert comme chirurgien en Algérie et à Madagascar. En 1971, il quitte l'armée et s'installe à Vire où il exerce comme chirurgien orthopédique libéral. Par ailleurs, il est très impliqué dans la vie associative en créant une association pour aider à la réinsertion professionnelle des chômeurs. Le médecin-colonel Jacques Gindrey, commandeur de la Légion d'Honneur, titulaire des croix de Guerre 39-45 et TOE avec deux citations (palme et étoile de bronze), caporal d'Honneur de la Légion Étrangère, a fait son dernier saut le 23 février dernier.

Michel BADIOLLE 1932-2021

Même si nous avions des nouvelles de loin en loin, Michel Badiolle n'était pas venu depuis de nombreuses années aux réunions du Club. Appelé, il avait été grièvement blessé en 1957, alors qu'il servait au 3ème RPC. Michel Badiolle a fait son dernier saut le 6 janvier dernier à Bizanos, là où il avait vu le jour 88 ans plus tôt.

Michel THIEBAUD

Fidèle parmi les fidèles, nous sommes restés longtemps en contact avec ce bagarreur amical, personnage haut en couleurs. Il était réduit au silence depuis quelques mois et nous a quittés le 3 mai. Obsèques en l'église Sainte Chantal, à Dijon, très entouré particulièrement par les paras de la Région, et notamment du 11ème Choc, dont il était une figure historique. ORSA, volontaire pour l'Indochine, il sert au 3ème Bataillon de Marche d'Extrême-Orient, où il est blessé, puis au 5ème BPVN. Puis c'est l'Algérie de 1956 à1958 : Groupement de marche du 11ème Choc. Il participe très activement à l'affaire du Maquis Kobus (*cf. Bulletin 95 de juin 2011).* Grièvement blessé au cours du combat de la Cote 1015, il reste cependant encore très actif au 11ème Choc où il subit un grave accident au cours d'un exercice, à Montlouis. Inapte TAP, il sort major de promotion de l'École d'Intendance de l'École Militaire et termine sa carrière comme Commissaire Colonel.

Avec 10 titres de guerre, il est élevé à la dignité de Grand Officier de la Légion d'Honneur en mai 2012.

Nous apprenons par ailleurs les décès du Père Jean Vampouille et de Jean-Claude Terrasse.

Que Saint Michel accueille tous nos camarades

ACTUALITÉ

RWANDA : LE RAPPORT DUCLERT

COMMUNIQUÉ DU GÉNÉRAL LAFOURCADE
Lille le 29 mars 2021

Le Professeur Vincent Duclert, Président de la commission d'historiens mise en place par le Président de la République vient de publier son rapport sur la politique et l'engagement militaire de la France au Rwanda de 1990 à 1994.
Ce rapport rejette toute complicité de génocide. Il montre clairement que les militaires déployés au Rwanda ont rempli leur difficile mission dans le cadre des ordres de la République et dans le respect de l'éthique opérationnelle et humanitaire.
Ce rapport est incontestable pour tout ce qui concerne l'engagement des soldats sur le terrain car réalisé par des chercheurs et des historiens qui se sont essentiellement appuyés sur les archives politiques, diplomatiques et opérationnelles. J'ose espérer que les observateurs et les critiques prendront connaissance dans le détail du contenu des actions menées par les militaires au Rwanda. Ce rapport montre sans ambiguïté la compétence professionnelle et les qualités humaines et morales de nos soldats confrontés à une situation dramatique et extrêmement complexe.
Depuis plus de vingt ans ces soldats et leurs chefs, notamment ceux de l'opération Turquoise, ont été l'objet d'accusations infamantes et diffamatoires allant jusqu'à la complicité de génocide et de crimes contre l'humanité. Reposant sur des motivations idéologiques partisanes, ces accusations ont été complaisamment relayées par nombres d'organes d'information faisant de ces évènements une lecture à sens unique et déséquilibrée en offrant peu la parole aux acteurs de terrain directement concernés.
Je n'ai pas à commenter l'aspect politique du rapport mais il fait le constat, que j'ai si souvent exprimé non sans fierté, que seule la France a eu le courage d'intervenir pour arrêter le génocide après avoir essayé de rétablir la paix entre les belligérants avec les accords d'Arusha.
Ce rapport, enfin, donne acte pour l'Histoire de la loyauté et la générosité avec lesquelles les soldats que j'ai eu l'honneur de commander ont rempli leur mission au Rwanda.

Général Jean Claude Lafourcade
Commandant de l'opération Turquoise

MINISTÈRE
DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

La Ministre

Paris, le 27 mars 2021
Réf : 240 /ARM/CAB

Général,

Après deux années d'intenses travaux, la commission Duclert a rendu son rapport le 26 mars 2021. Conformément à la volonté du Président de la République, elle a eu accès à l'ensemble des archives de l'Etat : archives nationales, archives de la présidence de la République, du ministère des armées et du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Elle a également pu consulter des fonds privés : fonds Mitterrand, Joxe ou encore Balladur. Le professeur Duclert s'est par ailleurs entretenu avec de nombreux acteurs de cette crise et de sa gestion. Ce travail exhaustif et inédit sur les archives françaises constitue une contribution nécessaire et attendue à l'approfondissement de la compréhension collective de ce qui s'est passé au Rwanda il y a bientôt 30 ans. Il ne saurait pour autant s'imposer comme une œuvre définitive, tant qu'il ne sera pas complété par l'étude des archives étrangères, américaines, belges, ougandaises, britanniques, ou rwandaises bien sûr mais aussi des archives internationales comme celles de l'ONU.

Dans la lignée des paroles prononcées par le président Sarkozy à Kigali en 2010, les conclusions du rapport pointent de lourdes responsabilités d'acteurs français, autorités politiques au premier chef mais aussi diplomates et officiers, confrontés à une situation complexe à l'issue aussi terrible qu'inconcevable *a priori*.

Pour autant, et ce point est essentiel, le rapport écarte toute complicité française dans la préparation et la conduite du génocide des Tutsis. De fait, il souligne la lucidité, le jugement et la loyauté des militaires engagés au Rwanda, notamment lors de l'opération Turquoise dont l'action salvatrice est soulignée.

S'appuyant sur une somme considérable d'archives, le rapport revient sur les épisodes les plus marquants de l'engagement français au Rwanda. Je sais combien les polémiques associées affectent les acteurs militaires de l'époque, bien qu'aucun d'entre eux n'ait, à ce jour, fait l'objet de poursuites.

De manière plus générale, le rapport permettra également de mieux faire connaitre ce moment tragique de l'histoire de l'humanité auquel la France a été mêlée, en particulier parce que, face à l'indicible et confrontée à la sidération de la communauté internationale, elle a su prendre ses responsabilités.

Monsieur le Général de corps d'armée (2S)
Jean Claude LAFOURCADE
Président de l'Association France Turquoise
30 boulevard de la liberté
59000 Lille

RWANDA.

Partiel et partial, le rapport Duclert.

Par le Colonel (er) Jacques Hogard,
Commandant du Groupement Sud de l'Opération Turquoise (été 1994) au Rwanda.

Le rapport « Duclert », commandé par le président de la République pour tenter de faire la lumière sur la responsabilité supposée de la France dans le génocide rwandais de 1994, fait couler beaucoup d'encre depuis sa remise le 26 mars dernier à Emmanuel Macron par le Pr Vincent Duclert, patron de la commission de 14 historiens réunis depuis deux ans à cette occasion.
Très sévère pour la France -qu'il exonère toutefois de « complicité de génocide » -, ce rapport accable le pouvoir en place à l'époque en soulignant ce qui selon lui caractérise sa politique : un « *aveuglement continu* » dans le soutien au « *régime raciste, corrompu et violent* » alors au pouvoir au Rwanda, une « *lecture ethniciste* alignée sur celle du pouvoir rwandais de l'époque *héritée d'un schéma colonial* ».
Nonobstant les prises de position, dans l'ensemble très favorables, à l'encontre de ce rapport de 1000 pages, j'ai quant à moi une position dissonante :
Pour moi en effet, ce rapport très fouillé et très volumineux, est paradoxalement partiel, et partial.

Partiel, car il ne se penche sur les relations franco-rwandaises et sur l'histoire du Rwanda que pour la période de 1990 à 1994.
Partiel parce qu'il marginalise l'importance du contexte historique du début des années 1990 : fin de la guerre froide et du monde bipolaire où les rapports de force sont redistribués. Pendant la guerre froide, la France était « le gendarme de l'Afrique » et nos alliés américains la soutenaient alors. La donne a par la suite subitement changé.
Et puis on ne peut faire abstraction de l'histoire contemporaine du Rwanda « moderne », de la chute de la monarchie, de l'avènement de la république en même temps que de l'indépendance (1959/61).
De même pour ce qui concerne les relations franco-rwandaises qui se formalisent à partir de 1975 au travers de la signature des accords de coopération signés au nom de la France par Valéry Giscard d'Estaing.
De même pour la période dramatique qui s'ouvre fin 1994 et qui dure encore, impliquant toute la région des Grands Lacs.
Il me semble que l'on ne peut rien comprendre au génocide des Tutsis de 94 si l'on occulte tout ce contexte et en particulier, les massacres des Tutsis par les Hutus en 1959/60, le génocide des Hutus du Burundi par les Tutsis en 1976, les massacres des Hutus par les Tutsis du FPR entre 1990 et 1994 (qui provoquent l'afflux d'un million de réfugiés devant Kigali durant cette période: des « gueux » qui seront massacrés par la suite par le FPR dans leur fuite éperdue vers et à travers le Zaïre (1995/96/97…). Ces massacres durent encore.
Tout ceci figure dans le Rapport Mapping de l'ONU (du moins dans sa version

d'origine, non édulcorée), gardé en réalité sous le coude pour ne pas offenser Kagamé.
Partiel aussi car il n'évoque pratiquement pas les graves responsabilités de l'ONU, des USA et autres puissances impliquées (GB, Israël…).
Et pourtant ! Il y aurait tant à dire.

Tandis que là, cette présentation partielle focalise sur la France seule. Qui a peut-être commis des erreurs d'appréciation. Mais pas au point d'être ainsi accablée face à l'opinion publique mondiale, et notamment face au Rwanda de Kagamé, très largement responsable de la situation dramatique des Grands Lacs depuis 25 ans. Alors que la France est la seule puissance à avoir tenté quelque chose pour enrayer ce processus sanglant.
Il n'y a qu'à en parler avec le Pr Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix. Privilège qui m'a été donné une fois et que je n'oublierai pas, tant la lucidité, le courage et la haute stature morale de cet homme m'ont impressionné.

Partial, car nonobstant l'abandon du chef de « complicité de génocide », ce qui me parait le minimum, ce rapport accable la France à travers son président de l'époque et certaines de ses personnalités politiques et militaires, soulignant en termes très durs leur cécité, leur aveuglement idéologique (complexe de Fachoda!) face à un régime raciste, totalitaire et in fine génocidaire.
Tout n'est pas faux peut-être dans cette vision. Mais elle est aisée après coup quand tout s'éclaire avec le recul du temps.
Et puis surtout, cela procède - comme pour l'Algérie avec le rapport Stora - d'un esprit de repentance aussi obstiné que contre-productif, qui, je dois le dire, ne me fait pas vibrer. C'est la France qui est ainsi humiliée à la face du monde et beaucoup d'amis africains depuis quelques jours me demandent quelle mouche a piqué Macron pour s'auto-flageller ainsi ? « Vous êtes vraiment *masos*, vous les Français ! » me disent un certain nombre de mes correspondants ! Ils n'ont pas tort.
Le pire est ce faisant que la France s'humilie devant un régime totalitaire et ethniciste auprès duquel son prédécesseur fait figure d' « enfant de Marie ».
Il faut s'attendre en conséquence à ce qu'un nouveau Rapport dans 20 ou 25 ans au plus tard (cela risque de venir beaucoup plus tôt) fustige à son tour en termes plus sévères encore la cécité, l'aveuglement coupables de ceux qui auront ainsi cherché à plaire et complaire au début des années 2020 au calamiteux régime totalitaire du général-président Kagamé !
Partial, car il ne fait guère preuve de rigueur historique en laissant entendre, par exemple, que l'attentat du 6 avril a été commis par les extrémistes hutus, thèse à laquelle les gens sérieux ne croient pas, pas même les magistrats français qui ont conclu à un très diplomatique non-lieu, tout en écrivant que tout converge quand même pour imputer au FPR cet événement déclencheur du génocide !…
Et d'ailleurs, c'est intéressant de noter qu'aussitôt que sont évoqués l'attentat et ses responsables, le rapport Duclert dit alors que « de toute façon, ça n'a pas d'importance, le génocide aurait quand même eu lieu, avec ou sans attentat »!!.. Ce n'est évidemment ni l'avis de Carla Del Ponte l'ancienne procureur du TPIR, ni celui

d'historiens ou de chercheurs éminents mais politiquement incorrects c'est vrai, tels Lugan, Onana ou autres !
Et il y a bien d'autres exemples du même bois.
On peut aussi regretter la méthode : si un doctorant avait réalisé sa thèse sur le sujet, son directeur de thèse l'aurait obligé à multiplier les sources. S'il ne l'avait pas fait, le jury l'aurait sanctionné et prié de revenir l'année prochaine. Ce n'est pourtant pas le cas ici. Fort dommage pour une commission d'historiens.
De même, il n'y a aucune bibliographie, or le « jeu" de la recherche consiste à d'abord établir un état des lieux des connaissances sur le sujet. De plus, il n'y a aucune archive orale, notamment des entretiens avec les participants à la décision et aux opérations. Fort dommage là encore.
En réalité, je pense que ce rapport qui juge le passé au filtre du présent, ce qu'un historien ne devrait jamais faire, est un rapport essentiellement politique qui a pour seul but le rapprochement de notre pays avec le Rwanda (Mais précisément, le Rwanda de Kagamé !).
Ce n'est pas un rapport d'historiens, mais de militants qui veulent imposer leur version de l'Histoire.
La volonté d'imposer, par exemple, cette idée fausse et mensongère qu'un seul génocide a eu lieu dans cette région, n'est pas acceptable. Le double génocide n'est pas une thèse, c'est une réalité, n'en déplaise à MM Duclert et Saint-Exupéry et c'est à mes yeux du véritable négationnisme que de l'ignorer.
Un génocide si atroce soit-il, ne doit pas en cacher un autre.
Ou alors c'est une tache indélébile dans la mémoire des hommes.
Une fois encore, il faut en parler avec le Dr Mukwege!

Enfin, il me semble que ce Rapport politique, partiel et partial, n'apportera rien de bon et de profitable aux relations franco-rwandaises ni franco-africaines. Il ne fera qu'affaiblir la France et son image déjà bien malmenée sur ce continent où pourtant nous comptons paradoxalement tant d'amis, désorientés par ce qu'est devenue aujourd'hui notre politique étrangère.

Paris, le 2 avril 2021

Mémoire et Histoire : le cas des rapports Stora et Duclert

article paru dans *La lettre de La Vigie* (https://www.lettrevigie.com)

Depuis son élection à la présidence de la République, Emmanuel Macron cherche à trouver une issue à l'épineuse question liée à deux moments de l'histoire contemporaine de la France. Il y a d'abord l'Algérie puis le Rwanda. Dans les deux cas, il a commandé des rapports à des historiens.

Sur l'Algérie, Benjamin Stora a remis le 20 janvier 2021 son rapport sur « *les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie* » suivi de plusieurs recommandations. Mémoires et non pas Histoire. La nuance est de taille si l'on compare avec l'initiative du Premier ministre Lionel Jospin qui, en 2001, suggérait que la guerre d'Algérie devait « *pouvoir être, pour les historiens, un objet d'études.* »[1] Cette fois, si le but semble être resté de faire toute la lumière « *sur cette guerre de décolonisation, qui fut aussi une guerre civile et durant laquelle des atrocités ont été commises de part et d'autre* »[2], il est en réalité de réconcilier les mémoires et les peuples. Ses conclusions, objet de critiques en France, ne semblent pas trouver d'écho de l'autre côté de la Méditerranée car la dénonciation de la colonisation et la glorification de la lutte du FLN et de l'ALN pour la libération de l'Algérie du joug de la France sont devenues les pierres angulaires du régime en place depuis 1962.

Sur le Rwanda, le professeur Vincent Duclert a remis à son tour le 26 mars dernier le rapport sur « *La France, le Rwanda et le génocide des* tutsi » pour la période 1990-1994. L'historien s'étonne du titre car l'on sait que des Hutus ont été assassinés et l'on sait que beaucoup d'habitants des collines ont profité du chaos pour régler des comptes. Quant au rapport, il dénonce la connivence politique des gouvernements français sous la présidence de François Mitterrand et rejette toute idée de participation de l'armée française au génocide. Conclusion à l'origine d'un communiqué du général (2S) Jean-Claude Lafourcade[3]. Il commandait l'opération *Turquoise* et il rappelle que depuis vingt ans, « *les soldats et leurs chefs ont été l'objet d'accusations infamantes et diffamatoires allant jusqu'à la complicité de génocide et de crimes contre l'humanité.* »[4] Le professeur Duclert s'est ensuite rendu à Kigali, le 7 avril, remettre le rapport à Paul Kagamé, le président du Rwanda, dans la mesure où ce dernier considère que le génocide a commencé le 6 avril à l'issue de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana Juvénal de retour d'Arusha, en Tanzanie. Chaque année, les Rwandais en commémorent l'anniversaire car le génocide est devenu la pierre angulaire du régime depuis 1994.

---

[1] Discours du Premier ministre Lionel Jospin à l'occasion de l'inauguration de la plaque en hommage à Georges Morin et le devoir de mémoire, 26 avril 2001.
Pour cela, la circulaire de 1999 ouvrait par dérogation l'accès aux archives relatives aux évènements du 17 octobre 1961 puis celle du 26 avril 2001 ouvrait l'accès à celles concernant la guerre d'Algérie. L'année 2001 fut marquée en février par la reconnaissance du génocide arménien par l'Assemblée nationale, en 1915 ce qui provoqua un incident diplomatique avec la Turquie puis le 11 mai par « *la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'Humanité.* »

[2] *Ibidem.*

[3] Communiqué du général Lafourcade, Lille, 30 mars 2021.

[4] *Ibidem ;*

Ces deux cas peuvent servir le prétexte à quelques considérations sur la mémoire et l'histoire, deux réalités devenues il y a plusieurs décennies sujets de réflexion de la part d'historiens de renom tels René Rémond, Jacques Le Goff[5], Gérard Noiriel[6], Pascal Ory, Jean-Clément Martin[7]… mais aussi des philosophes Paul Ricoeur ou Jacques Rancière. Tous ont conclu à la différence entre l'histoire et la mémoire, montré l'entrelacement et la relation complexe entre les deux car les historiens participent à la construction de la mémoire, les objets de la recherche historique étant présents dans la mémoire. Selon Jacques Le Goff, l'histoire est une reconstruction tandis que la mémoire est une instrumentalisation. L'enseignement de l'histoire a une fonction intellectuelle, culturelle mais aussi patrimoniale donc politique comme l'a souligné le colloque sur « *les usages politiques du passé* » organisé par l'EHSS, en 2001. Avec d'autres auteurs, Paul Ricoeur a évoqué les us et les abus de la mémoire et proposé de substituer le travail de mémoire au devoir de mémoire[8] qu'il considère comme un palliatif à la crise du projet collectif, une crise des idéologies, un alibi, la culpabilisation et la repentance. Devoir de mémoire pourtant promu par le Premier ministre Lionel Jospin dans son discours du 26 avril 2001[9] . A les confondre, l'on risque l'anachronisme en jugeant les faits passés à l'aune du présent et de ses enjeux politiques, d'instrumentaliser l'histoire jusqu'à lui faire perdre la rigueur de la méthode et d'en faire un tribunal. Les Armées se sont emparées du sujet et *Armées d'aujourd'hui* a proposé en 2004 d'« *Arpenter la mémoire* »[10] en s'appuyant sur la Seconde Guerre mondiale. Selon le professeur Jean-Christophe Romer, « *l'histoire a d'abord une fonction critique, elle est faite pour être remise en cause. L'historien est un homme de la relativité, qui pose des questions, alors que la mémoire participe d'une vision de l'absolu.* »[11] L'histoire concerne la raison et la mémoire la passion. Parfois nécessaire à la constitution des mythes fondateurs d'une nation, la mémoire peut être soumise à des fins politiques au nom de la cohésion sociale donc à des dérives.

Martine Cuttier

Après avoir enseigné dans plusieurs lycées français en Afrique francophone, Martine Cuttier a réalisé une thèse sur la conquête du Soudan français par le général Archinard.
Spécialiste d'histoire politique et militaire française en Afrique, docteur en histoire contemporaine, elle est chargée de cours dans le master RIPS (relations internationales et politique de sécurité) du GRSG de Toulouse 1 – Capitole et chargée de recherches au Centre Morris Janowitz (Relations internationales, Forces armées et Sécurité) de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse et ainsi qu'au Groupe de Recherche en Histoire Immédiate de l'Université de Toulouse - le Mirail (GRHI).

---

[5] Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Gallimard, 1988
[6] Gérard Noiriel, *La crise de l'histoire,* Belin, 1996
[7] Jean-Clément Martin, « L'histoire, la mémoire, l'oubli », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°47, octobre-décembre 2000
[8] Paul Ricœur, contribution à « L'histoire, la mémoire, l'oubli », *op cit*.
[9] Discours de Lionel Jospin, *op cit.*
[10] Olivia-Jeanne Cohen, Arpenter le mémoire. Mémoire et Histoire*, ADA,* n°291, juin 2004, pp 54-61.
[11] *Ibidem,* p 57.

TÉMOIGNAGES- HISTOIRE- MÉMOIRE

Noël 1953 en pays Thaï

par William Schilardi

Un beau sapin de Noël et, à son faîte, une étoile qui scintille, « l'espoir », cette lumière qui nous a éclairés dans les moments difficiles, qui est là toujours au fond de nous-même. J'ai en mémoire deux Noëls particuliers, en 1939 et en 1953.
En 1939, j'avais six ans. Un froid rigoureux, des privations, le couvre-feu. Nous priions et au pied du sapin m'attendait une petite miche de pain et un petit morceau de chocolat.
Je tiens, en mémoire du Noël 1953, à rendre hommage au prestigieux 8ème choc. Un oublié de la bataille de Dien Bien Phu, comme son chef, le capitaine Pierre Tourret « *le patron* ». Cet homme a marqué ma conscience d'une empreinte indélébile. Comme d'habitude le rôle du 8ème était de faire des sorties très éloignées de notre camp de base Epervier, pour déterminer la progression des vietminh vers notre camp.

Le capitaine Pierre Tourret

Le capitaine du 8ème n'était pas sur la même longueur d'ondes que son chef, le lieutenant-colonel Langlais et cela s'est vérifié lors d'une mission juste avant Noël 1953. Le lieutenant-colonel Langlais commandait les deux bataillons : Le 8ème choc et le 1er BEP. Sous son commandement, nous sommes partis de Dien Bien Phu dans la nuit , pour une mission de 6 jours, afin d'effectuer, à Sop Nao, une jonction avec une colonne de maquisards laotiens, qui s'étaient évanouis dans la nature à la suite de l'évacuation de Laï Chau. Nous avions crapahuté sous la pluie, dans le froid et la boue. La jonction s'est correctement déroulée. Notre mission était terminée et nous devions rentrer au camp de base : c'est là que commence une nouvelle odyssée du 24 au 26 décembre 1953.
Le 24 décembre 1953, c'est le retour accéléré, car les Vietminh étaient sur nos talons, nous en étions devenus le gibier. Langlais décide de prendre la piste la plus courte

mais à travers des falaises calcaires truffées de grottes. Le capitaine Pierre Tourret du 8ème s'y oppose et insiste pour prendre la direction des crêtes qui longe la ligne discontinue de Pu Ya Tao. Après de vifs échanges, le capitaine obtient gain de cause et les deux bataillons progressent vers les crêtes. L'intuition du capitaine sera la bonne, comme nous le confirmeront, à notre arrivée au camp, les éléments du GCMA ayant repéré que deux bataillons vietminh s'étaient effectivement mis en embuscade dans les falaises calcaires .

Le lieutenant Dominique Bonelli au 8ème BPC

Le 8ème était chargé d'ouvrir les crêtes et le 1er BEP était en arrière-garde. Nous marchions depuis Sop Nao nuit et jour. Je marchais, avec mon groupe, dans le brouillard épais et les herbes trempées. Le matin du 24 décembre 1953, le jour se lève, nous traversons la rivière Nam Nua plusieurs fois, puis nous attaquons les pentes des montagnes, la pluie a détrempé la glaise de la jungle, nous glissons, nous nous accrochons aux branches, aux lianes. Certains utilisent des cordes commando. J'avais des *jungle boots*, ce qui n'arrangeait rien, un calvaire ! En grimpant les pentes quasi verticales, certains dévissent, en en entrainant d'autres avec eux . Épuisant !
Le sommet atteint, il faut descendre et remonter, un beau réveillon ! Nous arrivons par le lit d'un petit torrent, seule voie pénétrable dans la jungle, dense comme une muraille. Nous sautons de rocher en rocher, nous glissons, les chevilles souffrent. L'eau froide nous fait du bien. Nous suivons un sentier de sangliers, enfin stable, qui longe la rivière du Nam Nua aux eaux tumultueuses à cet endroit.
Le soleil décline sur le feuillage des arbres immenses. Dans cet endroit calme nous arrivons dans un petit village vidé de ses habitants, des paillottes dressées sur haut pilotis en bambou. Nous pensons nous arrêter là.
Non, nous refranchissons la rivière pour arriver dans le village Thaï de Ban loi, vers 18h. Les habitants y étaient. Ils n'avaient pas fui à notre arrivée, quel bonheur !
Dans mon groupe, mes compagnons autochtones, vietnamiens, thaïs et cambodgiens à notre arrivée, se débrouillent pour récupérer des poulets, des cochons noirs et du riz, et nous repartons nous installer assez loin des paillottes, au-delà du village pour éviter de nous faire surprendre par les vietminh.

Nous commencions à rêver dans cette nuit de Noël insolite. Et nous prenons des feuilles de bananiers pour nous couvrir et passer notre nuit de Noël. Nos compagnons vietnamiens nous ont préparé ce petit repas de Noël sur un feu camouflé sans fumée et sans brasier. Ils avaient l'art de faire du feu ! Un Noël magique qui m'a marqué et dont je me souviens encore. Et je me suis assoupi en rêvant à mes Noël d'enfant et au beau sapin avec un étoile perchée tout en haut de l'arbre. L'étoile de l'espérance.
Dans cette nuit de Noël, Patrice de Carfort, le toubib, avait du travail pour soigner les blessures de fatigue.
Nous repartons le 25 décembre au matin, de crète en crète, puis ce fut la descente des rails, des pitons, nous avançons prudemment, car il y a des espacements, des abris, des casemates, des tranchées , des trous béants , des abris de feuillages récents, j'étais en tête du groupe . Un coup de feu claque, dans ce moment de silence, nous pensons à des snipers, le sergent Longa tombe, touché au foie, c'était en réalité un fâcheux accident.
Suite à notre appel, un hélicoptère vient chercher le blessé, mais ne peut pas se poser. Nous débroussaillons le piton pour qu'il se pose, mais, sur le sol trop pentu, il n'y parvient pas. Patrice de Carfort saute dans l'hélicoptère et nous réussissons à faire monter le blessé à bout de bras. Il mourra à l'hôpital Lanessan, malheureusement.
Nous passons la dernière nuit à cet emplacement, frigorifiés, à 10km de Dien Bien Phu. Le lendemain matin, nous avons atteint la plaine de Dien Bien Phu. En y arrivant, nous rejoignons nos emplacements et voyons au loin, un arbre de Noël, celui du PC.
Notre capitaine avait sauvé les deux bataillons d'une catastrophe. Joyeux Noël !
À l'heure où nous percevons que cette société est en train de muter, il m'a paru important de mettre en perspective ces deux sapins de Noël, en 1939 dans une France en « drôle de guerre » et, en1953, dans ce pays Thaï. Arbre béni, médiateur entre Ciel et Terre, entre les dieux et les hommes, cet arbre, matériel, était devenu attrait spirituel, symbole universel.

Le capitaine Marcel CLÉDIC au GCPRG

par Jacques Laporte

En Algérie, en 1959, en pleine mise en œuvre du plan Challe, l'instauration de la contre-guérilla à l'aide de commandos de chasse pour contrer l'adversaire utilisait les mêmes techniques de guerre subversive que lui. C'était, en partie, l'application de ce que les officiers anciens avaient appris pendant la guerre d'Indochine.
Le général Challe demanda au commandant Pierre Tourret de créer le GCPRG (Groupement de Commandos parachutistes de Réserve Générale) ce que ce dernier fit à partir d'éléments fournis par chaque régiment parachutiste. Il prit, comme adjoints, les capitaines de Légion Georges Robin et Guy Perrier : sous son commandement il y eut au début sept commandos d'une grosse centaine d'hommes chacun.
Un huitième commando s'étant rapidement avéré nécessaire, le commandant Tourret en confia la création, début juin 1959, à son vieux complice et ami de Dien Bien Phu, le capitaine Marcel CLÉDIC, un Breton qui s'était précédemment illustré dans la Résistance lors de la guerre en 1943/45 et, par la suite, en Indochine au sein du 1er RCP dont il devint, par la suite, le grand ancien.
Les régiments ayant déjà fourni leur contingent d'hommes au GCP lors de sa création, c'est tout un groupe de 90 appelés issu du 18ème RCP, ayant fini leurs classes en France qui constitua ce 8ème commando qui s'appela, on ne sait pourquoi, 11ème commando, indicatif radio 'Totem Orange'. Cet effectif fut complété par quelques sous-officiers d'active et par deux sous-lieutenants (S-Lt Robert et moi-même) effectuant leur service militaire.
Il s'agissait donc de former tous ces hommes aux missions qui les attendaient et cet entraînement, intensif et dur, se déroulera pendant trois mois dans l'Atlas blidéen, à proximité de la base-école des TAP de Blida. Ce commando comptera ensuite entre 110 et 120 hommes pour tenir compte des malades, permissionnaires ou blessés. Il y sera même créée, en 1960, une troisième section aux ordres de l'Adj-Chef Skrodzky, légendaire évadé d'un convoi de prisonniers de Dien Bien Phu.
Tout l'été 1959 fut donc consacré à l'entraînement intensif du 11ème commando dont le terrain d'exercice favori était le djebel Mouzaïa, au-dessus des gorges de la Chiffa, à proximité immédiate de Blida.
Le Cne CLÉDIC forma ces hommes avec rigueur, fermeté et exigence du résultat. Ce fut ainsi beaucoup de marches, de jour ou de nuit, avec de forts dénivelés de terrain, pour endurcir et aguerrir les paras. Evidemment il y avait des sauts puisque nous étions dans la base école des Troupes Aéroportées (BETAP) d'AFN. Nous sautions régulièrement soit sur la DZ de Blida, appelée « *Joinville* », soit sur celle dite de « *Montebello*» près du Tombeau de la Chrétienne à une trentaine de Km au nord-ouest de Blida. Dans ce dernier cas, il arrivait que nous rentrions à pied à notre base. C'est ce que nous appelions un « retour en ratissage ».
Le 19 septembre 1959, fin prêt après trois mois d'entrainement intensif, le 11ème commando parachutiste de réserve générale (Totem Orange) quitte Blida par les airs et se pose 1h30 plus tard à Géryville (secteur de l'Atlas Saharien) dans le Sud-Oranais pour assurer la relève de Totem Bleu qui vient de quitter ce secteur pour un repos bien mérité.

Le 18 octobre 1959, baptême du feu au sommet du djebel Ksel (2008m) pour les paras et premiers tués pour nous. Au débriefing de cette opération, le capitaine Clédic nous dira : « *La peur ne diminuant pas le danger, vous avez bien fait d'être courageux.* »
Cette phrase aidera la plupart d'entre nous tout au long de la vie !
Notre commando œuvrera ensuite dans l'Algérois, les Aurès, la presqu'île de Collo, l'Ouarsenis etc… Mais le 5 août 1960 le capitaine Clédic nous quitte, ayant fini son temps opérationnel. Il est remplacé par le Lieutenant Pierre Constant assisté du Lieutenant Bernard Mertz.
Puis ce sera, le 21 avril 1961, le putsch auquel Totem Orange participera avec trois autres commandos que le Commandant Georges ROBIN, alors patron du GCPRG, fera intervenir. L'échec du putsch amènera la dissolution du GCPRG et l'arrestation des officiers. C'est ainsi que j'arrive à « *l'oflag de Maison Carrée* » (selon les termes de notre « *Maréchal* » G. Oudinot) avant d'être envoyé au fort de l'Est puis au fort de Nogent où je retrouve Marcel Clédic pour purger nos arrêts de forteresse.

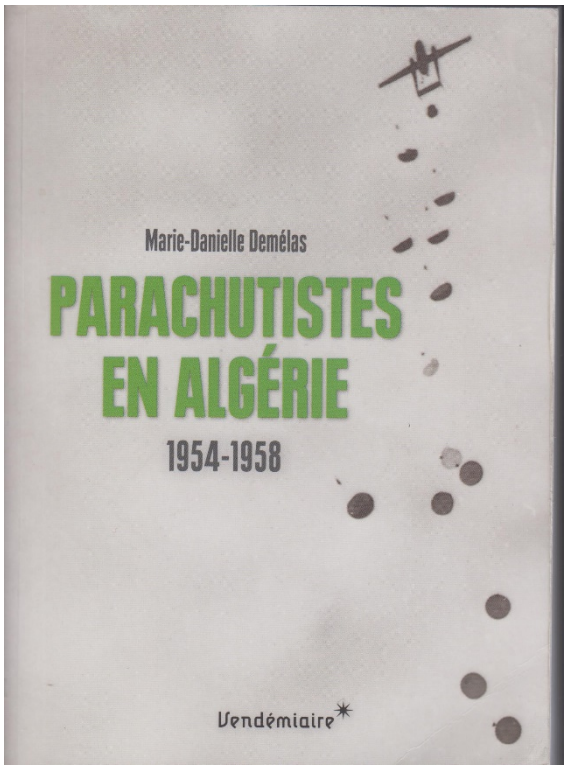
Fort de Nogent, de g à dr : X, Raffin ?, LV Guillaume (Crabe Tambour), Cne Marcel Clédic et Cne Andernos Mosconi.

Par un ancien fellagha arrivé sans problème en Métropole, j'ai appris fin 1962 le sort atroce réservé à nos Harkis et leurs familles après leur abandon par la France. Ecœuré, je me suis abstenu de toute activité d'ancien officier gardant un contact simplement avec Marcel Clédic. La brève existence, deux ans, du GCPRG n'a pas permis la création d'une amicale d'anciens. Mais un jour, lui rendant visite à Huelgoat, Marcel me demanda d'entrer au Club des Chefs Paras au Feu, ce que je fis volontiers et, en 2007, il communiqua mes coordonnées à un ancien de ma section ce qui nous incita à nous revoir puis à retrouver d'autres anciens de Totem Orange.
C'est ainsi que grâce à internet et aux souvenirs de certains nous avons pu organiser en 2008 une première séance de « *retrouvailles* » d'une trentaine d'anciens à Aix-en-Provence ; tous, de conditions sociales fort différentes, disent, avec la même émotion,

que servir sous les ordres de Clédic fut un privilège et que cette période en Algérie fut le plus souvent l'élément fondateur de leur vie d'adulte car c'est là qu'ils ont appris les valeurs de courage, de ténacité, de partage qui leur ont servi d'ancrage et de repères tout au long de leur vie. Il est étonnant, tant d'années après, de les voir tous continuer à pratiquer avec fierté « l'esprit para ».
Depuis, nous nous retrouvons chaque année pendant trois jours dans la région d'un des anciens (désigné d'office selon le bon principe militaire !) et le capitaine Jean-Jacques Vallauri qui commandait le 10ème commando (Totem Gris, commando frère de Totem orange)) et grand ami de Marcel est toujours là avec nous.
Marcel Clédic ne pouvant plus se déplacer, notre dernière *retrouvaille* eut lieu à Huelgoat en 2019 où Marcel fut si heureux de nous voir arpenter sa chère Bretagne.
Le plus bel hommage le concernant, je pense, est que les anciens de Totem Orange ne disent pas " notre capitaine" en parlant de lui entre eux mais **"notre Papa Clédic"**.

LIVRES

Marie-Danielle DEMÉLAS :
Parachutistes en Algérie
Éditions Vendémiaire, février 2021, 696 pages, 28€.



Notre amie Marie-Danielle Demélas, fidèle membre associée du Club, vient de publier un ouvrage extrêmement complet sur l'histoire des parachutistes en Algérie, de 1954 à 1958. Ce livre fait suite au remarquable travail publié en 2016 sur les parachutistes français en Indochine (Marie-Danielle Demélas, *Parachutistes en Indochine*, Éditions Vendémiaire, avril 2016, 384 pages, 24€) et précède une deuxième partie à venir couvrant la période suivante jusqu'en 1962.

Docteur d'État en Histoire, universitaire émérite, l'auteur nous propose un travail très complet, qui ne se limite pas, comme c'est fréquemment le cas, à la geste souvent idéalisée des unités parachutistes en Algérie. Nous explorons avec elle tous les aspects des unités, de leur engagement, depuis leur mise sur pied-parfois difficile-jusqu'à leur vie courante. Très documenté, riche de témoignages, ce livre reste éminemment concret.

Le lecteur découvre notamment la période initiale, avec les unités *Blizzard* en Algérie et en Tunisie, la longue et difficile création des unités à partir de régiments de tirailleurs nord-africains ou sénégalais. On comprend aussi mieux comment la Légion Étrangère qui possède une structure propre de recrutement, d'organisation et d'instruction, pourra créer ses unités et les rendre rapidement opérationnelles.

Marie-Danielle Demélas rétablit aussi les équilibres notamment entre le mythe Bigeard, qui a duré bien au-delà de la guerre d'Algérie, et la discrétion toute bretonne

de Château-Jobert. Elle développe l'action du 2ème RPC sous les ordres de ce dernier. Une longue analyse est d'ailleurs consacrée à l'opération de Suez, seule opération aéroportée dépassant le niveau régimentaire sous les ordres de *Conan*. Le livre montre bien le succès tactique remporté à Port Fouad par le 2ème RPC mais aussi l'échec de l'opération au plan géostratégique, les alliés ayant des objectifs par trop divergents et le commandement interallié étant par trop laissé aux Britanniques.

La construction de l'esprit et l'image « para », sa diffusion, notamment par la « com' » de Bigeard et du 3ème RPC est bien analysée, de même que la manière dont a été créée la *Prière du Para*, à partir d'un texte de Zirnheld qui n'y était pas destiné ainsi que l'utilisation de la *Marche consulaire* pour cette prière. L'image de « professionnels » est mise en regard de la majorité d'appelés constituant les unités paras, ce qui peut expliquer que le mythe ait autant perduré.

Le succès tactique de la « *Bataille d'Alger* » (dont l'auteur remet à juste titre en cause l'appellation) repose sur des témoignages précis, circonscrits au monde militaire. Si le succès tactique est bien démontré, l'échec en termes d'image, la récupération politique par l'adversaire ne sont pas explorés.

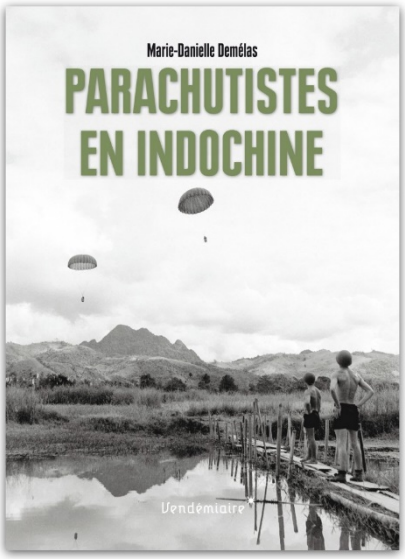
Le lecteur sera intéressé par le chapitre sur *les paras de la ruse* et beaucoup découvriront l'opération *Écouvillon*, longtemps restée secrète, le pouvoir politique ne voulant pas ébruiter des relations que les oppositions en France auraient pu considérer comme des turpitudes du pouvoir. Le lecteur suivra les unités dans les rues de la Casbah, dans les djebels, sur les crêtes de l'Atlas, des frontières aux sables du Grand Sud, ce qui lui donnera une vue concrète des terrains parcourus par les paras.

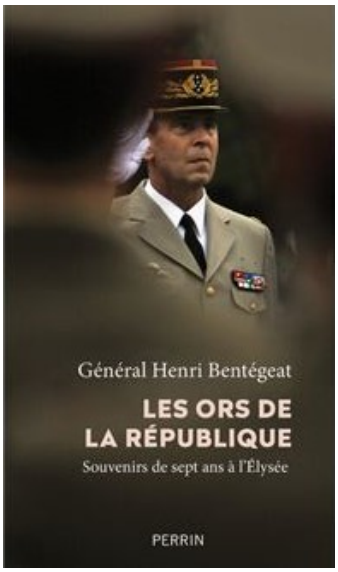
Documenté et très référencé, cet ouvrage -comme le précédent sur l'Indochine- doit trouver sa place dans la bibliothèque de tous ceux qui s'intéressent au monde parachutiste et à l'histoire de l'Algérie et tout particulièrement dans la bibliothèque de chaque membre du *Club des chefs paras au feu*.

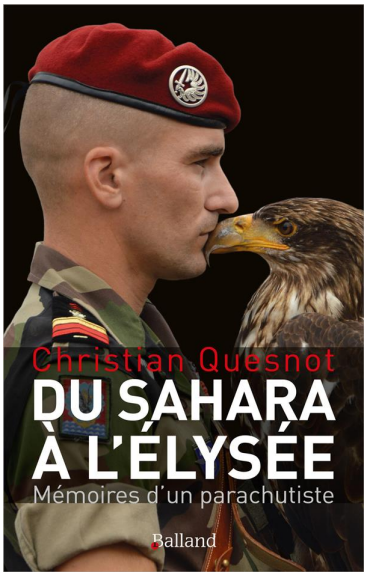
On attend la suite avec impatience et envie.

RC

À LIRE







INSCRIPTIONS POUR LE DÉJEUNER DU

JEUDI 3 JUIN 2021

Pour cette première réunion décentralisée, nous serons accueillis dans les locaux du 1er Régiment du Train Parachutiste, sur la base de Toulouse Francazal, à Cugnaux.

- **Accueil à partir de 9 heures 30**
- **Présentation en salle (à préciser avec le général PETER)**
- **Apéritif à partir de midi, suivi du déjeuner**
- **Après-midi, visites des installations**

Attention aux conditions d'inscription

Nous devons savoir quelques jours avant combien nous serons. Un effectif sera finalement déclaré le lundi 24 mai 2021

- **Si vous déclarez venir : la place est due.**

Pour faciliter les choses, merci de bien vouloir retourner le bulletin ci-joint

Inscriptions pour le déjeuner du jeudi 3 juin 2021

À retourner avant le vendredi 21 mai à :

Pierre CAMARDA
Amicales du 8 et du 7
68, avenue Lieutenant Jacques Desplats. BP 60339
81108 CASTRES CEDEX
06 11 25 82 13
club.cspf@gmail.com
et
pierrecamarda@yahoo.fr

Nom et prénom……
Participera au déjeuner du 3 juin
Accompagné de……
Accompagné de……
Chèque de 30 € x NB de participants à l'ordre de Pierre CAMARDA
Souhaite un accueil
- En gare de Toulouse Matabiau (heure et numéro du train)
o ……
- À l'aéroport de Toulouse Blagnac (heure et numéro du vol)
o ……
Souhaite avoir des informations sur les hôtels à proximité
o ……

- ATTENTION : Compte tenu de la crise sanitaire qui touche le pays, cet événement sera confirmé dès que possible. Les dernières annonces nous permettent d'être optimistes.